



COMMUNE DE ROCHE
Conseil communal

**EXTRAIT DE PROCES-VERBAL
DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 4 OCTOBRE 2023**

Dans sa séance du mercredi 4 octobre 2023, le Conseil communal de Roche a pris la décision suivante concernant :

Préavis n° 22/23 relatif à une demande de crédit pour les prestations d'ingénieur civil concernant les travaux d'aménagement de la route de desserte de la Z.I. Les Vernes.

Le Conseil communal de Roche	
Vu	<i>le préavis No 22/2023 relatif à une demande de crédit pour les prestations d'ingénieur civil concernant les travaux d'aménagement de la route de desserte de la Z.I. Les Vernes.</i>
Ouï	le rapport de la commission chargée de l'examen de cet objet ;
Considérant	que cet objet a été valablement porté à l'ordre du jour
Décide	<ol style="list-style-type: none">1. <i>D'accorder à la municipalité un crédit de CHF 61`389.- pour financer les prestations d'ingénieur civil liés à la réalisation de la route de desserte de la Z.I. Les Vernes</i>2. <i>D'autoriser la municipalité de financer ces travaux par la trésorerie courante</i>3. <i>D'amortir le coût complémentaire de ces travaux en une fois par un prélèvement à la réserve « Travaux »</i>
<u>Les conclusions du préavis 22/ 23 sont acceptées à l'unanimité.</u>	

Roche, le 4 octobre 2023

Pour le Conseil communal de Roche


Le Président




La Secrétaire

Art. 110 de la LEDP – La demande de référendum doit être annoncée par écrit à la Municipalité, accompagnée d'un projet de liste de signatures, par cinq électeurs constituant le comité.

Chaque liste doit reproduire en tête l'objet de la décision tel qu'il est mentionné par l'affichage au pilier public.

Si la demande de référendum satisfait aux exigences ci-dessus, la Municipalité prend formellement acte de son dépôt, autorise la récolte des signatures, scelle la liste et informe le comité du nombre minimum de signatures requis ; le titre et le texte de la demande de référendum sont affichés au pilier public.

Art. 145 de la LC – Les décisions prises par le Conseil Communal peuvent faire l'objet d'un recours au Conseil d'Etat.

Affiché au pilier public, le 5 octobre 2023